

## Chronologie de la crise en Côte d'Ivoire

Depuis le soulèvement de militaires rebelles contre le régime du Président Gbagbo en septembre 2002

--2002--

- 19 sept: Des attaques à Abidjan visent le cœur du pouvoir. La deuxième ville, Bouaké (centre), et la principale ville du nord, Korhogo, sont sous contrôle rebelle. Le général Robert Gueï, ancien chef d'une junte (1999-2000), et le ministre de l'Intérieur, Emile Boga Doudou, sont tués.

- 22 sept: Arrivée des premiers renforts militaires français pour assurer la sécurité des étrangers, dont quelque 3.000 seront évacués.

- 24 sept: Le journal du parti au pouvoir accuse le président burkinabè Blaise Compaoré d'être le "seul déstabilisateur" de la Côte d'Ivoire. Le Burkina Faso dément toute implication.

- 29 sept: La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) décide d'envoyer une force de paix.

- 1er oct: Les mutins déclarent vouloir renverser le régime et invitent la France à la neutralité.

- 6-7 oct: Combats dans Bouaké, les loyalistes repoussés.

- 17 oct: Les rebelles signent à Bouaké un accord de cessation des hostilités. Le président Gbagbo l'accepte et demande à la France de contrôler le cessez-le-feu.

- 30 oct: Premières négociations directes à Lomé entre le gouvernement et les rebelles du Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI), conduits par Guillaume Soro.

- 28 nov: Le Mouvement populaire ivoirien du Grand Ouest (Mpigo) et le Mouvement pour la justice et la paix (MJP), nouveaux groupes rebelles, revendiquent la prise de Man et Danané (extrême ouest).

- 1er déc: Premiers affrontements meurtriers entre militaires français et rebelles à Man.

--2003--

- 24 jan: Signature des accords de Marcoussis (France), qui prévoient le maintien au pouvoir du président Gbagbo et un gouvernement ouvert à toutes les parties, y compris les rebelles.

- 25-26 jan: M. Gbagbo annonce la nomination d'un nouveau Premier ministre, Seydou Diarra. M. Soro affirme que son mouvement a obtenu les portefeuilles de la Défense et de l'Intérieur.

Violentes manifestations anti-françaises par des organisations proches du président pour dénoncer les accords.

- 7 fév: Nouveaux renforts français. Les effectifs de l'opération Licorne s'élèveront à 4.000 hommes.

- 2 avr: M. Gbagbo accuse Alassane Ouattara d'être le "cerveau" de la tentative de coup d'Etat.

- 17 avr: Premier Conseil des ministres à Abidjan, avec la participation des ministres issus de la rébellion.

- 4 juil: Les Forces armées et les Forces nouvelles (FN, ex-rebelles) annoncent la fin de la guerre.

- 25 août: Paris annonce avoir déjoué une tentative de coup impliquant notamment l'ancien putschiste Ibrahim Coulibaly, dit "IB".

Deux soldats français en patrouille dans le centre du pays sont tués lors d'un accrochage avec des "éléments incontrôlés" des FN: premiers "morts au combat" depuis le début de l'Opération Licorne.

- 21 oct: Le correspondant de Radio France Internationale (RFI), Jean Hélène, est tué à Abidjan. Un sergent de police sera condamné à 17 ans de prison ferme.

--2004--

- 3-8 fév: Visite de réconciliation en France de M. Gbagbo.

- 25 mars: Répression meurtrière - plus de 120 morts selon l'Onu, 37 selon les autorités - d'une manifestation interdite de l'opposition à Abidjan. Des ministres issus des FN et de partis d'opposition se retirent du gouvernement.

- 4 avr: L'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (Onuci) débute avec le passage sous Casque bleu des 1.300 soldats ouest-africains.

- 16 avr: Le journaliste franco-canadien Guy-André Kieffer est porté disparu.

- 23 avr: Les députés adoptent la première réforme législative prévue par Marcoussis sur l'identification des personnes et le séjour des étrangers.

- 30 juil: Signature à Accra d'un accord prévoyant des réformes politiques, notamment sur les conditions d'éligibilité à la présidence. L'accord précise que le début du désarmement commence au plus tard le 15 octobre.

- 9 août: Réunion du conseil des ministres, mettant fin à quatre mois de boycott de l'opposition et des FN.

- 15 oct: Echec du lancement du processus de désarmement, les FN exigeant d'abord l'adoption des réformes politiques.

- 28 oct: Les FN instaurent un "couvre-feu" et décrètent l'"alerte maximale" dans le nord. L'armée ferme les deux axes routiers principaux reliant le nord au sud.

- 3-4 nov: Conseil des ministres en l'absence de M. Diarra et des ministres de l'opposition politique et armée. Il adopte deux projets de loi sur une "disposition spéciale en matière de naturalisation" et le "code de nationalité".

- 4 nov: Des avions des forces armées bombardent les positions des ex-rebelles dans leurs fiefs de Bouaké et Korhogo. L'ex-rébellion estime que ces bombardements rendent "caducs les accords de paix". L'Onu les qualifie de "violation majeure du cessez-le-feu".

- 6 nov: La situation dégénère: neuf soldats français sont tués et une trentaine blessés dans un cantonnement militaire français à Bouaké lors d'une attaque aérienne gouvernementale. Paris ordonne la destruction des "moyens aériens militaires ivoiriens (...)". La riposte des forces françaises est suivie d'accrochages avec l'armée ivoirienne et de violences anti-françaises.

- 7 nov: Une compagnie de 150 soldats français en provenance du Gabon se pose sur l'aéroport d'Abidjan, premiers renforts chargés d'assurer la sécurité des ressortissants français. Elle doit être suivie dans les prochaines heures de l'arrivée d'une seconde compagnie de 150 hommes.

**Jean-Marie Gabriac**

[www.geopolitis.net](http://www.geopolitis.net)